

Commission : Affaires politiques internationales

Question : La communauté internationale face à l'ébauche d'un état sunnite au Moyen-Orient

Auteur : Turquie

Comme l'a dit le Président des États-Unis Barack Obama « L'État Islamique est le cancer du XXIème siècle », en 2014 est créée la coalition contre l'État Islamique qui rassemble 22 pays qui luttent contre l'EI. Ces pays (dont la Turquie fait partie) combattent Daech en Irak et en Syrie par des raids aériens, des échanges d'informations entre pays, entre-aide etc.

La Turquie partage 900 km de frontières avec la Syrie, si certains considèrent que c'est une position stratégique primordiale, il faut aussi le voir dans le sens inverse. Nous pouvons subir de lourdes attaques et représailles si nous intervenons directement. Notre pays a subi déjà de nombreuses attaques terroristes sur son territoire.

Ankara a ouvert ses bases à l'aviation américaine pour permettre aux États-Unis de frapper en Syrie plus facilement. Nous sommes rentrés totalement dans la guerre contre l'État Islamique en juillet 2015 à la suite d'une attaque de djihadistes contre nos soldats. Nous considérons donc l'EI au même plan que le PKK. Sachant que le PKK est ce qui menace le plus l'intégrité et la souveraineté de notre nation. À la suite de ces événements la Turquie a commencé les bombardements contre l'État Islamique.

Nous refusons catégoriquement toutes alliances avec Bachar Al-Assad dans la lutte contre Daech, nous exigeons le retrait du président Syrien autant que la fin de l'État Islamique. Nous souhaitons souligner que l'un des objectifs principaux de la Coalition est le renversement de Bachar Al-Assad.

Pour justifier la destruction de l'avion russe ayant traversé l'espace aérien turc, nous rappelons que lors de la création de la Coalition nous avons délimité une zone d'exclusion aérienne au nord de la Syrie. Si nous voulons combattre l'EI il faudra d'abord suivre les règles que nous imposons dans notre coopération. Si le Kremlin nous accuse d'aider les djihadistes, qui est un fait infondé, nous lui répondrons qu'il aide un chef d'État qui massacre son peuple.

Le gouvernement turc aimerait revenir sur la question kurde en plusieurs points :

- Armer les kurdes : le gouvernement demande aux autres pays de cesser d'armer les kurdes car ces derniers les utilisent pour commettre des attentats sur notre territoire.
- S'allier aux kurdes : les kurdes perpétuent de nombreux attentats et sont plus dangereux pour la sécurité de notre peuple que l'EI, le dernier attentat remonte au 10 octobre 2015 ayant fait 95 morts et 246 blessés.
- Reconnaître le combat des kurdes : cela pourrait les amener à créer une zone autonome voir pire un État indépendant ce qui reviendrait à remettre en cause la souveraineté de la Turquie.

La délégation de Turquie vous remercie de l'attention portée à notre position et dans l'attente d'une future coopération dans ce domaine.